

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

EARL KERVEILLANT

Kervigodou Izella
29710 Plogastel-Saint-Germain

Références : -
Code AIOT : 0052902128

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement EARL KERVEILLANT implanté Kervigodou Izella 29710 Plogastel-Saint-Germain. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL KERVEILLANT
- Kervigodou Izella 29710 Plogastel-Saint-Germain
- Code AIOT : 0052902128
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine soumise au régime de l'autorisation (IED) avec unité de traitement biologique

des lisiers (arrêté préfectoral du 17/08/2011 complété par l'arrêté préfectoral du 12/05/2020 pour : 330 reproducteurs (truies et verrats), 2740 porcs de production, 33 cochettes non saillies et 1620 porcelets en post-sevrage).

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des MTD ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
3	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
4	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
5	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
6	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet
7	Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
9	Effectifs autorisés	Arrêté Préfectoral du 12/05/2020, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Actions correctives et justificatifs attendus concernant la mise en place d'une signalétique adaptée vis à vis de la Défense Extérieure de lutte Contre l'Incendie (DECI).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des MTD ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Bref IRPP
Prescription contrôlée : L'exploitant a choisi sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'est engagé à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il a précisé et justifié ces techniques. (mis au passé car c'est fait) « II. Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. »
Constats : Station de traitement biologique des lisiers en service depuis 2002 avec mise en place d'une séparation de phase (APC de 2011) et recirculation intégrale des boues. BRS et GEREP transmis préalablement à l'inspection avec les éléments de justification des calculs. Les valeurs limites d'émission d'ammoniac par emplacement et par an sont respectées. Le BRS est cohérent au regard des justificatifs transmis. Les trois fosses extérieures sont couvertes conformément au dossier de réexamen MTD validé le 10/02/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Rapportage
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
Constats : La déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) a été réalisé au titre de l'année 2024. Les éléments nécessaires au calcul ont été joints.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
--

Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Absence de fuites visibles constatées ce jour. Sur la fosse extérieure STO1, fosse de réception de l'intégralité des lisiers de l'élevage, le regard de surveillance est sec. Il en est de même sur les regards des ouvrages de l'unité de traitement biologique en service sur l'exploitation (Fosse à lisier centrifugé et décanteur). L'ensemble de ces ouvrages sont sécurisés, la fosse STO1, la fosse à centra et le décanteur sont couverts conformément aux dispositions réglementaires relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Le plan de masse actualisé de l'exploitation est transmis ce jour avec les réseaux d'effluents et pluviales ainsi que les dispositifs de surveillance et sécurité et autres installations sensibles de l'installation (forage, groupe, cuve à fuel électrogène, compteur EDF, ...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les réseaux des pluviales sont telles que présentés sur le plan de masse mis à jour. L'exutoire principal des eaux pluviales en point bas de l'exploitation est le point sensible du site nécessitant une attention particulière. Il s'agit d'un bassin d'infiltration. Celui-ci collecte une bonne partie des eaux de toitures (Bâtiments P9 à P16) ainsi que les eaux de ruissellement de l'exploitation. Cet équipement est équipé d'un système de vidange qui peut être verrouillé via une vanne de barrage en cas d'incident. Le cours d'eau le plus proche est situé à 50 mètres - Rivière Le Goyen.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Absence de rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
Constats : Pas de fuites visibles constatées ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats :

<p><u>Gestion des lisiers</u> : Les transferts des blocs de bâtiments suivants (P1 à P8, P9 à P13 et P14 à P15) vers la fosse de réception STO1 s'effectue gravitairement et manuellement salle par salle sous l'action et surveillance directe de l'exploitant. De plus des poires de niveau sont installées sur cet ouvrage et sont asservies à une électrovanne sur la canalisation s'y déversant.</p> <p>Le bâtiment P16, plus récemment construit, est géré différemment. A la sortie de celui-ci se trouve un puisard de transfert qui dessert la fosse de réception STO1 via une pompe de transfert. Le niveau haut de ce puisard est supérieur à celui des préfosse de ce bâtiment.</p> <p>La gestion des transferts s'effectue salle par salle sous l'action et surveillance directe de l'exploitant.</p> <p>Sur la station de traitement la gestion est assurée via un automate de pilotage qui a été intégralement revu en 2022 à la suite d'un audit spécifique. Des poires de niveau Haut & Bas assurent la sécurisation des transferts et les éventuelles alarmes sont transmises à l'exploitant.</p> <p>Absence de fuites visibles constatées ce jour. L'exploitant indique vérifier régulièrement l'absence de fuites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des accidents et pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p>Thème(s) : Élevage, risque incendie - moyens de lutte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des extincteurs sont installés aux endroits stratégiques de l'exploitation.</p>

<p>La Défense Extérieur Contre l'Incendie (DECI) est assurée par la lagune d'effluent épuré de la station de traitement des lisiers de cette exploitation. Cette dernière a fait l'objet d'une validation par le Service Départemental d'Incendie et Secours (SDIS) sous le n° 29167-8008. Sa capacité est de 500 m³. Cependant, la signalétique reste à mettre en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Finaliser la mise en place de la signalétique concernant la DECI. Transmettre les justificatifs de réalisation à l'inspection des installations classées (factures, photos...etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Effectifs autorisés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2020, article 1</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Respect des effectifs autorisés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.P du 17/08/2011 complété par APC du 12/05/2020 pour : 2740 porcs de production, 330 reproducteurs (truies et verrats), 33 cochettes non saillies et 1620 porcelets en post-sevrage. Production azotée autorisée : 33626 kgN</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées, pour la campagne 2023/2024, les effectifs et la production suivante sont déclarés: 330 truies, 33 cochettes non saillies, 8728 porcelets en post sevrage et 8466 porcs à l'engrais produits. Production azotée correspondante : 30392 kgN (33626 kgN autorisés)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>